



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Représentation permanente auprès  
de l'Union européenne

Réf. : 14.2.531 – E.14.02.531/MP

28581

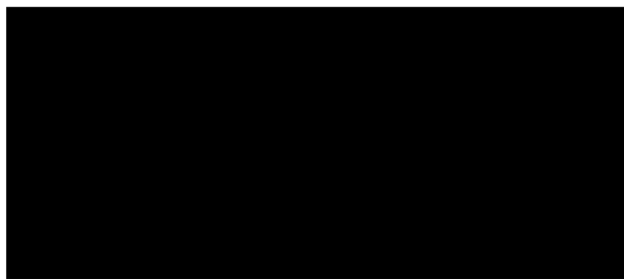
Bruxelles, le [REDACTED] mars 2018

**Concerne :** Règles relatives aux sanctions applicables aux opérateurs économique en cas d'infraction aux dispositions des règlements (UE) 2016/424, (EU) 2016/425 et (UE) 2016/426

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de vous transmettre la lettre que [REDACTED] luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services vous adresse concernant l'objet repris sous rubrique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, à l'assurance de ma haute considération.



Monsieur Evans LOWRI  
Directeur général  
DG Marché intérieur, Industrie, Entrepreneuriat et PME  
Commission européenne

## Commission européenne

DG GROW — Direction générale du  
marché intérieur, de l'industrie, de  
l'entrepreneuriat et des PME

Dir C — Transformation industrielle et  
chaînes de valeur avancées

3. Ingénierie et systèmes industriels de  
pointe

Avenue d'Auderghem 45

1040 Bruxelles

Belgique

Belvaux, le 15 mars 2018

**Concerne :** Notification à la Commission des règles relatives aux sanctions applicables aux opérateurs économiques en cas d'infraction aux dispositions des règlements (UE) 2016/424, (UE) 2016/425 et (UE) 2016/426.

L'ILNAS est l'autorité compétente pour assurer la surveillance du marché au Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre des législations applicables telles que définies dans l'article 8 de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS.

Les règles relatives aux sanctions applicables aux opérateurs économiques en cas d'infraction aux dispositions

- du règlement (UE) 2016/424 relatif aux installations à câbles et abrogeant la directive 2000/9/CE ;
- du règlement (UE) 2016/425 relatif aux équipements de protection individuelle et abrogeant la directive 89/686/CEE ;
- du règlement (UE) 2016/426 concernant les appareils brûlant des combustibles gazeux et abrogeant la directive 2009/142/CE ;

sont définies dans les articles 17 et 19 de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS.

Art. 17. Amendes administratives dans le cadre de la surveillance du marché :

*(1) Les autorités compétentes peuvent infliger une amende de 250 euros à 10.000 euros à tout opérateur économique qui a mis sur le marché ou qui a mis à disposition sur le marché un produit ou un lot de produits qui fait partie des attributions de l'ILNAS et:*

- 1° dont les marquages ou les étiquettes ne sont pas conformes aux règles et conditions de présentation, d'apposition des marquages ou étiquettes prévues par l'article 30 et l'annexe II du règlement (CE) n° 765/2008;*
- 2° qui n'est pas accompagné d'une déclaration «CE» de conformité prévue par les articles 4 et 5 et l'annexe III de la décision n° 768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits et abrogeant la décision 93/465/CEE du Conseil, ou qui est accompagné d'une déclaration de conformité incomplète ou incorrecte.*



*(2) Les autorités compétentes, chacune dans son domaine de compétence respectif, peuvent infliger une amende de 250 euros à 15.000 euros à tout opérateur économique qui:*

- 1° refuse de fournir les documents et informations ou autres renseignements demandés dans le cadre de la surveillance du marché;*
- 2° fait obstacle à l'exercice de la surveillance du marché.*

*(3) Les amendes sont payables dans les trente jours de la notification de la décision écrite, nonobstant l'exercice d'une voie de recours.*

*Les décisions d'infliger une amende administrative en vertu du présent article sont susceptibles d'un recours en réformation à introduire devant le tribunal administratif, dans le délai de trois mois à partir de la notification.*

Art. 19. Dispositions pénales dans le cadre de la surveillance du marché :

*(1) Est punie d'une amende de 251 euros à 500.000 euros et d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à trois ans ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui a mis sur le marché ou qui a mis à disposition sur le marché un produit, dont le contenu ou les caractéristiques ne sont pas conformes aux dispositions légales visées à l'article 13, paragraphe 1er.*

*(2) Est punie des mêmes peines, le maximum de l'amende prévue étant porté à 1.000.000 euros, toute personne qui ne s'est pas conformée aux décisions prises en application de l'article 13, paragraphe 2.*

*(3) Les tribunaux peuvent prononcer la confiscation et la destruction des biens ayant servi à l'infraction ainsi que la confiscation des bénéfices illicites.*

Je vous prie d'agréer, , l'expression de mes sentiments distingués.

